

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE › Secrétariat général pour l'administration › Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives



MÉDIAS
DANS LA GUERRE

MÉDIAS
EN GUERRE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère de la Défense
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

60 boulevard du général Martial Valin - CS 21623
75509 Paris Cedex 15

Abonnement/résiliation
dmpa-bapi.chemins.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Myriam ACHARI

...

RÉDACTEUR EN CHEF

Grégory AUDA

COMITÉ DE RÉDACTION

Alice CAMUS DE VALENCE • Baptiste LÉON
Alain MARZONA • Gérard MONNEVEU
Guillaume PICHARD • David SBRAVA
Élise TOKUOKA • Thierry WIDEMANN

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Christine RODI

ICONOGRAPHE

Joëlle ROSELLO

...

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Valérie STRAUS (SGA/COM)

DIRECTEUR ARTISTIQUE / GRAPHISTE

© Pascal IlJC (SGA/COM)

PAO, IMPRESSION ET ROUTAGE

PGT + PGP (SGA/SPAC)

Pôle graphique de Tulle - 2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N°ISSN : 1150-70 55 - Tirage : 23 000 exemplaires

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2016



Le site Internet Chemins de mémoire propose
des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin
www.cheminsdememoire.gouv.fr

Retrouvez les anciens numéros
des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique
«Mémoire et Patrimoine»
www.defense.gouv.fr



←

Une distribution du journal *L'Aube*
place de l'Hôtel de ville, Paris, 25 août 1944.

© Pierre Jahan / Roger-Viollet

L'ACTUALITÉ

3

L'ÉVÉNEMENT

4/5

1915/1916 > Les deux naissances
du *Canard enchaîné*

LE DOSSIER

6/10

RADIO LONDRES
UNE ARME DE GUERRE

CAHIER CENTRAL

AOÛT 1944 > LA LIBERTÉ SOUS PRESSE

L'ENTRETIEN

11

Christian Carion

L'ACTEUR

12

Viannay > fondateur du CFJ

RELAIS

13

Au service de la mémoire nationale

CARREFOUR(S)

14/15



À la libération, les FFI ont investi les locaux de *Paris-Soir*, rue du Louvre à Paris : les typographes composent de nouveaux journaux, 20 août 1944.

© Fonds Jean Roubier / Roger-Viollet

L'ÉMANCIPATION DES MÉDIAS

Propagande, censure, influence, désinformation, manipulation, intoxication... de tous temps, la maîtrise de l'information a constitué un enjeu des conflits. À cet égard comme à bien d'autres, les deux guerres mondiales ont cependant marqué un tournant. L'affirmation de médias de masse, l'avènement de la psychologie sociale déterminent le passage à un monde dans lequel la propagande devient un des moyens de «faire la guerre». De la création du «Canard» en 1916 à la «guerre des ondes» en 1940, la manière d'informer a changé tandis que l'opinion s'ouvrait à de nouveaux médias et aiguisait son sens critique.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en France, la presse aussi est libérée : dès 1944, une série d'ordonnances émises par le Gouvernement provisoire de la République française viennent réaffirmer la liberté d'expression et garantir le pluralisme de la presse tout en fixant les critères économiques, juridiques, financiers et moraux pour la réorganisation du secteur. Il s'agit d'une rupture radicale avec le journalisme compromis de l'avant-guerre d'abord, mais aussi avec celui de l'Occupation, servile et conçu uniquement comme un moyen de propagande au service des autorités allemandes et du régime de Vichy.

L'année 2016 s'annonce particulièrement dense en matière mémorielle : centenaire des deux plus grandes batailles du front ouest, Verdun et la Somme, année de *La Marseillaise*... Afin d'accompagner au plus près cette série d'évènements, de continuer à vous fournir une information actualisée et fiable, votre revue évolue. Dès le prochain numéro des *Chemins de la mémoire*, nous vous proposerons une ligne éditoriale renouvelée, davantage en prise avec l'actualité mémorielle, pédagogique et touristique.



L'AGENDA

DÉCEMBRE

05 Journée nationale d'hommage à tous les morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie.

JANVIER

22 10^e édition de la Journée franco-allemande, instituée par le sommet franco-allemand du 22 janvier 2003.

27 Journée internationale de commémorations en mémoire des victimes de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité.

FÉVRIER

02 Cérémonie de remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation à l'Hôtel national des Invalides.

21 Ouverture du Mémorial de Verdun. Début du cycle mémoriel des 300 jours de Verdun (Meuse).

450 000

C'est le nombre d'exemplaires publiés quotidiennement par *Défense de la France* dès janvier 1944.

Le journal du mouvement éponyme obtint alors le tirage le plus élevé de la presse clandestine pendant l'Occupation.

Créé par Robert Salmon et Philippe Viannay en juillet 1941 et tiré à 5 000 exemplaires, *Défense de la France* poursuit sa carrière à la Libération, puis est publié sous le titre *France-Soir*, avec pour vocation d'être un vrai quotidien populaire.

Le premier numéro paraît le 7 novembre 1944.

1915
1916LES DEUX
NAISSANCES
DU CANARD
ENCHAÎNÉ

LE *CANARD ENCHAÎNÉ* EST NÉ DURANT LA GUERRE, CONTRE LA GUERRE OU PLUS EXACTEMENT CONTRE UNE CERTAINE «CULTURE DE GUERRE». NI DÉFAITISTE NI, À PROPREMENT PARLER, PACIFISTE, IL SUT IMPOSER SA DIFFÉRENCE DANS LA PRESSE FRANÇAISE.



Laurent MARTIN

Professeur d'histoire
à l'université de Paris III
Sorbonne-Nouvelle

La «culture de guerre» avait donné ses plus beaux fruits dans les premiers mois de la Première Guerre mondiale, quand *Le Matin* titrait que les cosaques se trouvaient à cinq étapes de Berlin et que *L'Intransigeant* prétendait que «les balles allemandes traversent les chairs de part en part sans faire aucune blessure». Deux journalistes, qui travaillaient dans des journaux pratiquant ce viol psychologique des foules apparenté selon eux à un «bourrage de crânes», mélange de chauvinisme belliqueux, d'optimisme trompeur, d'exaltation du sacrifice d'autrui, de diabolisation de l'ennemi, résolurent de réagir en fondant un journal de contre-propagande... par le rire. Le 10 septembre 1915, le rédacteur Maurice Maréchal et le dessinateur Henri-Paul Deyvaux-Gassier, dit H.-P. Gassier, firent paraître le premier numéro du *Canard enchaîné*. Leur premier souhait fut de créer un journal différent des autres, totalement indépendant des pouvoirs économiques et politiques. Ce programme passait selon eux par le refus systématique de la publicité, des emprunts bancaires et des investisseurs extérieurs : le *Canard* serait propre parce que libre, libre parce que propre.

Le nom qu'ils donnèrent à leur journal est le produit d'un jeu de références et des circonstances. Le «canard», «nouvelle quelquefois vraie, toujours exagérée, souvent fausse» selon Gérard de Nerval, est un terme d'argot journalistique qui désigne couramment une erreur, mystification volontaire, article fait à l'avance ou «de chic». C'est par dérision envers eux-mêmes et

envers la presse dite «sérieuse» dont les mensonges étaient parfois dignes des antiques «canards» que Maréchal et Gassier choisirent ce nom, comme l'indique l'éditorial de présentation à la «une» du premier numéro :

«Le Canard enchaîné prendra la liberté grande de n'insérer, après minutieuse vérification, que des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait en effet que la presse française, sans exception, ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies. Eh ! bien, le public en a assez ! Le public veut des nouvelles fausses... pour changer. Il en aura.»

Dès ses débuts, on le voit, le *Canard* utilisait une forme d'humour très particulière, à base d'antiphrases, de litotes, de sentiments feints. L'ironie répondait à un impératif d'efficacité : il n'est peut-être pas d'arme plus efficace que le rire dans la polémique à la française, et le grand lecteur de Voltaire qu'était Maréchal le savait bien. À cela s'ajoutait la surveillance de la censure, qui interdisait d'exprimer trop directement des opinions anticonformistes sur la guerre. Alors que *La Vague* du socialiste pacifiste Pierre Brizon était criblée de «blancs» par les censeurs, que *L'Homme libre* de Clemenceau était suspendu pour un article trop critique sur les mauvaises conditions d'hygiène des trains sanitaires - il le rebaptisa *L'Homme enchaîné* en octobre 1914, ce qui inspira sans doute les fondateurs du *Canard* -, le petit journal satirique, quoique souvent éprouvé,

échappa plus d'une fois à la vigilance d'«Anastasie» - tel était le surnom donné à la censure - par le moyen de son double langage. Au reste, comme l'affirma un lecteur quelques années plus tard, il y avait plus à lire dans un blanc du *Canard* que dans une année du *Matin*.

La première série, de 1915, compta cinq numéros, puis s'arrêta. Sans doute ses fondateurs avaient-ils éprouvé des difficultés à trouver son public ; le caractère artisanal du journal, un défaut d'organisation et une fragilité financière firent le reste et obligèrent les deux compères à interrompre l'expérience. Mais ils n'abandonnèrent pas la partie et le 5 juillet 1916, le *Canard* reparut, pour ne plus s'interrompre que pendant les quatre années de l'Occupation. Les fondateurs étaient toujours là mais s'étaient entourés de nouveaux collaborateurs, dont certains allaient connaître la célébrité dans les années qui suivirent la guerre : Henri Béraud, Paul Vaillant-Couturier, Roland Dorgelès firent leurs débuts au *Canard*, parmi d'autres journalistes dont les noms ne sont pas restés, Victor Snell, Georges de la Fouchardière, André Dahl, René Buzelin, Rodolphe Bringer côté rédacteurs, Lucien Laforge, Jules Dépaquait, Bécan, Paul Bour, André Foy côté dessinateurs. Quelques-uns, dont Gassier, partirent dès le début des années 1920 ; ceux qui restèrent formèrent l'ossature du *Canard* de l'entre-deux-guerres. Outre la stabilité des équipes, il est frappant de voir la pérennité de certaines des rubriques du journal, jusqu'à nos jours pour certaines, soit sous leur titre initial, en particulier ●●●





Une du *Canard enchaîné* n°2, lundi 20 septembre 1915,
avec une caricature de Maurice Barrès.

© Coll. Roger-Viollet

«La Mare aux canards» de la page 2, soit dans leur forme d'origine «Les Livres». Au fil des années, cette stabilité du cadre rédactionnel devint l'une des marques de fabrique du *Canard enchaîné*.

Le *Canard* était lu partout en France dès ses débuts. 40% des lecteurs recensés habitaient Paris et sa région ; la capitale groupait à elle seule le quart des lecteurs qui s'étaient signalés au journal. Le caractère parisien du journal est alors bien affirmé. Les soldats, sur le front, représentaient quant à eux 20% du total. Trois régions de province se partageaient l'essentiel des autres lecteurs : les Pays de la Loire ; la région lyonnaise ; la Normandie. L'acheminement du journal aux abonnés combattant sur le front rencontra de sérieuses difficultés. Un lecteur ayant découvert *Le Canard enchaîné* durant la Première Guerre mondiale se souvenait que «le *Canard* était interdit dans la zone des armées» et qu'il recevait donc son journal sous «enveloppe fermée». Un autre lecteur - qui revendiquait en 1962 le titre de «plus ancien lecteur du *Canard*» - se souvenait que ses parents lui adressaient les numéros («vachement censurés et toujours intercalés dans ceux du journal de Rouen car tu n'étais pas, à cette période, un canard très goûté à l'état-major où j'étais radio».

S'il ne fait pas de doute que la diffusion sur le front était étroitement surveillée par les autorités militaires, il semble cependant que l'interdiction pure et simple du *Canard enchaîné* ait été due davantage à l'initiative de certains officiers plutôt qu'à une consigne générale. Ce que confirme la lettre d'un troisième lecteur, parvenue au journal en octobre 1918 :

«*Quelque embusqué, d'une main sûre / Pour s'économiser deux ronds / Te garde au nom de la Censure / En volant nos poilus du Front*».

La lecture du *Canard enchaîné* par les combattants pouvait satisfaire une double aspiration : échapper au «bourrage de crâne», ne pas être la dupe des grands journaux ; et connaître pourtant cette gaieté parisienne dont les échos retentissaient dans les colonnes du spirituel hebdomadaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

Laurent Martin, *Le Canard enchaîné ou les fortunes de la vertu, histoire d'un journal satirique 1915-2005*, rééd. Nouveau Monde, 2005.





7
Le général de Gaulle
au micro de la BBC à Londres,
30 octobre 1941.
© SHD

RADIO LONDRES UNE ARME DE GUERRE

«*La grande arme secrète, ce n'étaient pas les V1, V2, c'était la radio. Et ce sont les Anglais qui l'ont mise au point*». Ainsi s'exprimait Jean Galtier-Boissière, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, témoin de la violence d'une guerre des ondes qui s'est jouée au quotidien entre trois radios majeures, Radio Paris, Radio Vichy et la BBC.



Aurélië LUNEAU

Historienne, productrice
à France Culture

Dès 1925, Hitler avait écrit dans son livre *Mein Kampf* : «*En période de guerre, les mots sont des armes*». Quinze ans plus tard, la radio allemande était devenue une arme redoutable «*aussi efficace que des chars sur les champs de bataille*», selon le ministre de la propagande allemand, Joseph Goebbels. La bataille des opinions était lancée et, dans ce jeu de séduction et de propagande, la BBC allait remporter une victoire sur les cœurs et les esprits, devenant le fer de lance d'une résistance civile sans précédent.

Des lettres inédites retrouvées dans des cartons d'archives, en Angleterre, témoignent de cette relation unique tissée entre Radio Londres et ses auditeurs, et nous révèlent l'état de l'opinion publique de ces Français sous le joug allemand. «*Chers amis anglais, merci pour le réconfort qu'apportent vos émissions aux Français restés avides de liberté, aux Français*

qui n'acceptent pas d'être mangés à la sauce hitlérienne, à ceux qui gardent au cœur, avec la rage impuissante contre les mauvais bergers, l'espoir tenace d'un relèvement» (une auditrice de Béziers, 20 juin 1940).

TABLEAU RADIOPHONIQUE

En septembre 1939, la France compte 6,5 millions de postes récepteurs, contre 9 millions en Angleterre et 13,7 en Allemagne où les dirigeants visent un objectif précis : anéantir l'ennemi par l'intoxication morale et la paralysie psychologique. Depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la nazification des médias soumet les citoyens du Reich à une propagande quotidienne sur les antennes de la *Reichsrundfunk Gesellschaft*, et leur interdit toute écoute des radios «ennemies» sous peine de lourdes sanctions.



En génie des ondes, Joseph Goebbels est à la manœuvre. Il développe le service international allemand et crée des postes noirs à destination du reste du monde. Ainsi, La Voix de la paix, drapée dans une opposition pacifiste et révolutionnaire d'extrême droite, est une radio clandestine lancée en décembre 1939 et, en janvier 1940, Radio Humanité complète le dispositif en s'adressant aux ouvriers français, à grands coups de dénonciation de cette guerre dite «impérialiste et capitaliste».

Face à cette machinerie, le gouvernement français refuse d'utiliser l'arme de guerre radiophonique. À ses yeux, la mission de la radio en guerre doit se borner à éclairer l'opinion, l'encadrer, diffuser une information, certes, dirigée et censurée, mais sans propagande virulente. L'erreur est de taille ! La radio d'État se coupe rapidement de son public, irrité de cette censure infantilisante et du ton trop élitiste de la Radiodiffusion nationale. Dès lors, des auditeurs français se tournent vers la BBC, le poste suisse Radio Sottens, et plus dangereusement vers les postes noirs allemands dont le plus beau fleuron, en matière de désinformation et d'intoxication, fut la sulfureuse Radio Stuttgart.

LA BBC ENTRE DANS LA GUERRE

En France, un homme a compris la force de la radio et des mots sur le champ de bataille, un officier quasi inconnu, interviewé pour la première fois le 21 mai 1940, à Savigny-sur-Ardres en Champagne-Ardenne. Au micro du journaliste Alex Surchamp, le colonel Charles de Gaulle, commandant la 4^e division cuirassée, refuse le défaitisme et prédit que, par la force mécanique, viendra la victoire. Le 18 juin, il lance son appel à la résistance, depuis un studio de la BBC à Londres. La guerre des ondes s'engage.

Face à Radio Paris, entièrement sous la botte allemande, avec un programme mêlant propagande, diatribes acérées, divertissement et musique, et à Radio Vichy, le poste du Maréchal, au ton d'abord modéré, mais qui va bientôt adopter un discours plus hostile aux Alliés et faire l'apologie de la collaboration, la BBC sera l'un des plus beaux instruments de cette bataille hertzienne.

En juin 1940, avec ses six bulletins quotidiens d'informations, les services français de la radio de Londres sont encore balbutiants. Mais la défaite des troupes françaises et la mainmise des



←
Pierre Bourdan,
une des voix célèbres
de l'émission «Les Français
parlent aux Français» à la BBC.
© Rue des archives / Tallandier



→
Jacques Duchesne,
à la tête de l'équipe
de l'émission radio
«Les Français parlent
aux Français» à la BBC,
vers 1942.
© Rue des archives / PVDE

Allemands sur les médias nationaux précipitent la transformation de l'offre outre-Manche. Le 19 juin, une nouvelle émission, «Ici la France» s'ajoute à l'ensemble, de 20h30 à 20h45, d'abord avec le journaliste Jean Masson, puis, à partir du 24 juin, avec Pierre Bourdan, de son vrai nom Pierre Maillaud, journaliste de l'Agence Havas à Londres, qui reprend un temps l'émission de 20h30 à 21h00.

Mais les Anglais entendent offrir aux auditeurs français un vrai rendez-vous, créatif, sans propagande affichée, avec la volonté d'informer, de soutenir le moral, de dire la vérité et de redonner l'espoir. Le 7 juillet, le metteur en scène Michel Saint-Denis, alias Jacques Duchesne, est désigné pour constituer une équipe totalement française avec ses programmes et ses aspirations nationales. Il va grouper autour de lui des hommes et femmes d'horizons divers, notamment Pierre Bourdan, chargé des commentaires de nouvelles, Yves Morvan, alias Jean Marin, mobilisé à la mission franco-anglaise d'information le 2 septembre 1939 et présent à la BBC depuis juin 1940, Jean Oberlé, ancien correspondant du quotidien *Le Journal*, Pierre Lefèvre, le plus jeune de la troupe, le poète et homme de cinéma Jacques Borel (Brunius à la radio), le dessinateur et antiquaire Maurice Van Moppès que Duchesne transformera en chansonnier, sans oublier la belle Geneviève Brissot. À la fin de l'année 1943, Pierre Dac complètera l'équipe. Sous le même intitulé Ici la France, l'équipe débute ses émissions le 14 juillet 1940, et prend le titre «Les Français parlent aux Français» le 6 septembre. Dénonçant l'occupation et les méfaits de la collaboration avec l'ennemi, l'émission sera une fenêtre sur le monde libre, une bouffée d'oxygène et d'espoir dans ce temps difficile.

De son côté, à partir du 18 juillet, de 20h25 à 20h30, la France libre dispose de cinq minutes d'antenne, sous le titre Honneur et Patrie, animées par Maurice Schumann, porte-parole du général de Gaulle ; un rendez-vous rediffusé, dès le 9 décembre, dans le bulletin d'information de midi. Conscient de la force de cet outil moderne, de Gaulle sait que la BBC lui permettra de garder le contact avec les Français et d'insuffler l'esprit de la résistance.





→
Dans un studio
de la BBC à Londres
(de gauche à droite) :
Jacques Duchesne,
Jean-Jacques Mayoux,
André Gillois,
Maurice Schumann,
Jean Oberlé et
Geneviève Brissot.

© Rue des archives / PVDE

Même s'il n'interviendra que dans les grandes occasions - 67 fois en cinq ans - il devient une voix attendue des Français qui croient fermement que «la BBC, c'est de Gaulle !». Méprise évidente, car toutes les émissions sont soumises à une censure visée par les Britanniques, y compris celles du Général qui n'aura de cesse de développer la puissance de Radio Brazzaville pour y retrouver une liberté de parole.

Mû par un idéal, l'anéantissement du nazisme et la restauration de la liberté en Europe, le programme français de la BBC débutera chaque soir à 20h15 (21h15 en hiver) par la lecture des nouvelles rédigées en anglais et traduites en français, suivi à 20h25, par les «Cinq minutes de la France libre», puis de 20h30 à 21h00, «Les Français parlent aux Français» entrent en scène, livrant commentaires de nouvelles, sketches, saynètes, slogans, chansons et ritournelles que les Français iront jusqu'à fredonner, en signe de ralliement. «Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand !» devient la ritournelle à succès lancée en septembre 1940 par Jean Oberlé, au sein d'une équipe qui se distingue par sa créativité. Ainsi, «La discussion des Trois amis» met en scène trois personnages d'opinion différente qui échangent sur des sujets d'actualité. Et «La petite Académie», souvent programmée le dimanche, transporte l'auditeur à l'Académie française où Jacques Borel dans le rôle du président, Jacques Duchesne dans celui de l'archiviste et Jean Oberlé en rapporteur redéfinissent les mots du dictionnaire à la lumière de l'occupation : «Liberté = mot provisoirement supprimé» ou encore «ration = restes de l'Occupant». Il y en a pour tous les publics, y compris les enfants qui disposent, tous les jeudis, de leur émission dans laquelle Babar et d'autres personnages enfantins servent les objectifs du camp allié.

Mais le plus intrigant pour les auditeurs de Radio Londres reste ces phrases mystérieuses qui se glissent dans le programme des messages personnels, à partir du 28 juin 1940 et initialement

réservés aux évadés de France qui souhaitent rassurer leurs proches en signalant leur arrivée, de façon sibylline. À compter de septembre 1941, sur une idée du colonel Buckmaster, chef de la section française du bureau des opérations spéciales SOE, des messages codés prennent place sur les antennes de la BBC ; «Lisette va bien», «La Lune est pleine d'éléphants verts», «Le chien du jardinier pleure»..., autant de formules fascinantes qui serviront de moyens de communication avec les mouvements de résistance afin d'identifier des agents, d'annoncer des actes de sabotages, des envois de matériel, des arrestations, des dangers à venir ou toute autre opération de résistance.

LA RIPOSTE DES ALLEMANDS

Le succès du programme est au rendez-vous : en témoignent les réactions des caricaturistes allemands qui croquent de Gaulle en «Général micro» et celles de Radio Paris qui va copier ses adversaires londoniens de l'émission «Les Français parlent aux Français» avec l'émission «Au rythme du temps», animée par Georges Oltramare. Un mimétisme qui constitue, pour la BBC, une première victoire ! Mais qui augure d'une réaction allemande sans demi-mesure...

Les Allemands ripostent par le brouillage des ondes «ennemies» et l'interdiction d'écouter les radios alliées. Quiconque est surpris en flagrant délit est passible au mieux d'une amende et de saisie du poste, au pire de peines de prison et de travaux forcés.

Dès lors s'engage une guerre des techniciens, sur les deux rives de la Manche, pour accroître l'efficacité du brouillage côté allemand, pour développer de nouvelles longueurs d'ondes, augmenter la puissance des émetteurs et surmonter la nuisance sonore côté allié. Pour Londres, il s'agit aussi d'être plus rapidement informé pour mieux réagir et infléchir l'opinion publique. En mars 1942, grâce à la création d'un centre d'écoutes

capable de capter les émissions ennemies, les journalistes de la BBC vont disposer, chaque jour, de trois bulletins d'informations, outil formidable de réactivité. Le plus bel exemple de cette bataille de l'information est certainement le discours en faveur de la Relève prononcé par Pierre Laval, le 22 juin 1942, au micro de la radio nationale, dans lequel il «souhaite la victoire de l'Allemagne», et la réponse cinglante de Maurice Schumann le soir même : «Non au chantage aux travailleurs français» ! Une victoire de Radio Londres, dans cette guerre des mots où Radio Paris prône sans relâche la collaboration avec l'Allemagne en vue de l'instauration d'une Europe nouvelle et ne craint pas de diffuser des propos calomnieux contre les Juifs, les Anglais, les Français de Londres et les Francs-maçons.

De plus, avec le retour de Pierre Laval au pouvoir, le 17 avril 1942, la radiodiffusion française s'est alignée sur les thèmes de Radio Paris. Des émissions comme «La question juive», «La milice vous parle», ou «La Légion des volontaires français contre le bolchevisme» proposées sur Radio Vichy font écho à «La LVF vous parle», ou encore au programme «Les juifs contre la France» diffusés par la radio allemande.

Dans cette atmosphère sulfureuse, Londres engage une lutte permanente contre les voix qui officient sur les antennes parisiennes, comme celle de Georges Oltramare, écrivain suisse nazi, animateur de la séquence «Un neutre vous parle», le docteur Friedrich à la tête de l'émission «Un journaliste allemand vous parle», mais surtout Jean-Hérod Paquis sur Radio Paris depuis juin 1942, et Philippe Henriot, futur secrétaire d'État à l'Information, auteur d'une chronique biquotidienne à succès sur Radio Vichy, diffusée en zone nord sur Radio Paris à partir de 1943. L'art oratoire de cet homme aux relents collaborationnistes, ses formules au vitriol, ses dénonciations acerbes des «bobards des enragés de la BBC», des bombardements meurtriers des Alliés, de la juiverie, des terroristes des maquis, et des «communistes sanguinaires» inquiètent à juste titre les hommes de Londres, qui désignent Maurice Schumann, puis Jean Oberlé, pour lui répondre. Finalement, le dangereux Henriot trouvera en Pierre Dac son plus brillant contradicteur jusqu'au 28 juin 1944, jour de son exécution par un groupe de résistants, à son domicile, à Paris.



→
Écoliers écoutant un discours
du maréchal Pétain
sur les ondes nationales,
octobre 1941.
© Lapi / Roger-Viollet



LA RADIO, FER DE LANCE DE LA RÉSISTANCE CIVILE

«Oui, dites-nous ce que l'on peut faire. Sur les murs, c'est fait. Les tracts, c'est fait. Mais ce n'est pas assez, nous devons anéantir les traîtres» (lettre de zone occupée, mai 1941).

Radio de la liberté, de la vérité et de l'espoir, avec cette ambition d'informer la population française aux médias contrôlés, d'instaurer la confiance et de secouer l'apathie, la BBC entendit tout d'abord susciter une résistance des esprits. Mais d'une guerre des mots, elle bascula finalement dans une guerre d'action, lançant des appels, fixant des mots d'ordre, suivant en cela l'appel du terrain...et l'instinct d'un homme, le général de Gaulle, persuadé qu'un creuset de résistance civile existait dans la population française, prête à descendre dans les rues de France pour exprimer ouvertement son refus de la situation.

Il est le premier à en prendre l'initiative, le 1^{er} janvier 1941, demandant aux Français de faire le vide dans les rues, de 14h à 15h en zone non occupée et de 15h à 16h en zone occupée. Suivront d'autres mots d'ordre comme la fameuse campagne des V, orchestrée en mars 1941, des appels à manifester le 11 mai 1941, les 1^{er} mai, 14 juillet, 11 novembre, sans oublier les appels sporadiques contre la violence de l'occupant, à l'image du garde-à-vous national lancé le 31 octobre 1941, à la mémoire des otages fusillés en France peu avant. Au-delà du bouche-à-oreille, la BBC put compter sur le relais des mouvements de résistance, de Radio Brazzaville, Radio Moscou à partir de l'été 1941, de la Voix de l'Amérique ou encore Radio Alger, à compter du printemps 1943. Et les Français furent au rendez-vous.

Régulièrement, aux dates et heures déterminées, des cortèges d'hommes, de femmes et d'enfants vont déambuler sur les places de leurs villes et de leurs villages, ...→

←
Franchot «Le Général Micro»,
lithographie. Affiche de
propagande brocardant
le général de Gaulle en raison
de son pouvoir radiophonique,
18 novembre 1941.
© Musée Carnavalet /
Roger-Viollet



←

La rédaction des nouvelles
de France à la BBC.

© Rue des archives

LA TSF, UN BIEN PRÉCIEUX

D'une guerre des mots à une guerre d'action, le camp allié avait mis sur la radio pour guider les Français qu'ils comptaient bien transformer en auxiliaires des forces alliées le jour J, et pour coordonner les mouvements de résistance. Le poste TSF était donc un objet précieux à sauvegarder, vendu à prix d'or sur le marché noir..., jusqu'à 7 000 francs pour un modèle d'occasion, 800 pour une lampe, alors que le salaire moyen horaire d'un ouvrier spécialisé parisien était de 10 francs.

Inquiets de la politique répressive de l'occupant, les Britanniques lancèrent régulièrement des campagnes de sensibilisation sur la valeur de la TSF, incitant les auditeurs à former des groupes d'écoute, économiser leur poste, s'équiper d'appareils fonctionnant sur piles ou sur accus, de postes à galène, et à prévoir des cachettes en cas de confiscation massive en France.

À l'approche du dénouement, des saisies furent engagées, la plus importante en mars 1944 dans l'Orne, le Calvados, la Manche, l'Eure, le Nord et la Seine Inférieure, théâtres possibles d'un débarquement allié. Mais ces actions localisées n'empêchèrent pas la radio de jouer son rôle de guide dans les opérations de libération du territoire national, à compter du 6 juin 1944, avant d'engager les populations, au fil de l'été, à prendre le chemin du retour à la normalité.

Le 18 août, Radio Paris cessa ses émissions. Le 20 août, à 22h30, *La Marseillaise* se fit entendre sur le poste, suivie de cette annonce : « Ici radiodiffusion de la nation française ». Le 26 août, Radio Vichy se tut à son tour. La reconstruction radiophonique était en marche. Une nouvelle ère s'annonçait et la BBC prit peu à peu la figure du mythe ; mais ce lien invisible tissé entre « la grande dame de Londres » et les Français ne devait jamais s'effacer comme le montrent ces lettres qui parvinrent encore à Londres : « Messieurs, vous avez droit à l'infinie reconnaissance des Français patriotes. Par vos émissions quotidiennes, alors que tout croulait autour de nous, vous nous avez maintenus en contact avec le monde extérieur, vous avez été pour nous le phare qui permet aux marins d'éviter les écueils et indique l'entrée du port. Vous avez été le guide qui soutient et reconforte ». ■

arborant pour certains les couleurs nationales interdites, d'arbres le V de la victoire, au son de *La Marseillaise* et dans une ambiance de communion. Ainsi, le 14 juillet 1941, pour la seule capitale, on estime à 26 000 le nombre de personnes venues se recueillir à l'Arc de Triomphe. En 1942, à cette même date, ils seront 150 000 à Lyon, 100 000 à Marseille, 30 000 à Toulouse..., dans un sursaut national qui verra des mouvements de manifestations dans 71 villes du pays.

Radio Londres est devenu un formidable vecteur de résistance civile, un meneur de foule qui espère bien, le jour venu, coordonner ce potentiel d'auxiliaires en vue de la libération ! Mais avant ce moment ultime, il lui faudra encore lutter contre le désespoir qui gagnera impitoyablement les Français à compter de 1943.

LA RADIO COMME ENJEU

Instrument de pouvoir, la radio fut aussi un enjeu au sein du camp allié. Ainsi, à l'occasion du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, le général de Gaulle et ses hommes, évincés de la préparation de l'opération Torch, se virent interdits d'antenne à la BBC. Précédemment, en octobre 1942, toujours à l'insu du Général, les Anglais avaient lancé un poste noir « Radio Patrie », en Angleterre. Repérée par les hommes de la France combattante, cette radio clandestine ambitionnait de contrôler la résistance intérieure française. Après quelques discussions houleuses, elle donna naissance à un nouveau poste « Honneur et Patrie, poste de la résistance française » en juin 1943, cogéré par les Franco-Britanniques. André Gillois y officia avec talent jusqu'au 2 mai 1944, avant qu'elle ne fusionne avec les programmes français de la BBC, à l'aube du débarquement allié du 6 juin. Auparavant, le 27 mai 1943, le Général quittait Londres pour Alger, fort d'un dispositif radiophonique qui reposait désormais sur Radio Brazzaville et Radio Alger, deux postes dirigés par les hommes de la France combattante.

CHRISTIAN CARION

Après *Joyeux Noël*, fresque historique qui abordait la fraternisation au front lors du Noël 1914, Christian Carion s'intéresse à l'exode dans son dernier long métrage *En mai fais ce qu'il te plaît*.

Il revient sur les raisons de son choix et sur le projet pédagogique qui accompagne le film.



←
Christian Carion.
© DR

Pourquoi avez-vous choisi de réaliser un film sur cette période précise de l'exode ?

Dans le Nord de la France, dont je suis originaire, toutes les familles ont été marquées profondément par cette période. Ma mère, qui avait 14 ans, a vécu ce mois de mai 1940 et le souvenir de l'exode est encore très présent dans ma famille comme dans toutes celles de la région. Huit millions de personnes sur les routes, ça reste gravé dans les esprits. On peut considérer que ce n'est pas un vrai sujet parce que c'est un moment peu glorieux, le peuple est abandonné par les autorités. Pas habitués à ne plus être encadrés, les gens sur les routes sont désespérés. L'effondrement de l'État a été un vrai choc pour les populations. Mon grand-père, maire de son village et profondément républicain (interprété par Olivier Gourmet dans le film), part avec le buste de Marianne... Tout ce en quoi il croyait n'existe plus. L'historien Olivier Wieviorka, avec qui nous avons travaillé, nous disait que beaucoup de choses concernant le comportement français pendant la guerre découle de l'exode, de ce terrible gouffre moral : le peuple ne croira plus en l'élite politique parce qu'elle l'a abandonné. Le traumatisme est d'autant plus grand pour cette génération qui a connu l'occupation allemande qu'elle doit fuir à nouveau alors que ses maisons sont à peine reconstruites.

Comment s'est organisé le travail documentaire en amont du film ?

Mon point de départ, c'est ce que m'a raconté ma mère. J'ai fait appel à France 3 Nord-Pas de Calais et Picardie pour recueillir des récits d'exode. Et là, nous avons été submergés par les témoignages des habitants : de nombreuses lettres, mais aussi des enregistrements de leurs grands-parents. Une parole enfin libérée. Tout ce matériau a été retranscrit ; il sera d'ailleurs reversé aux Archives départementales. Les récits recoupaient celui de ma mère et nous ont apporté des anecdotes qui ont nourri une partie du scénario. Mais je voulais faire un film plus ouvert, pas seulement franco-français. Je savais que des soldats britanniques, pris dans le chaos, n'avaient pu rejoindre Dunkerque, d'où le personnage écossais dans le film. J'avais à cœur aussi de présenter un Allemand qui ne soit pas nazi - le personnage de Hans dans le film qui a fui l'Allemagne (on estime à 300 000 le nombre de civils allemands réfugiés en France) et devient l'exilé permanent. Je voulais que la guerre soit regardée depuis l'individu, à hauteur d'homme, d'après son quotidien, ce qui permet une autre perception de l'histoire.

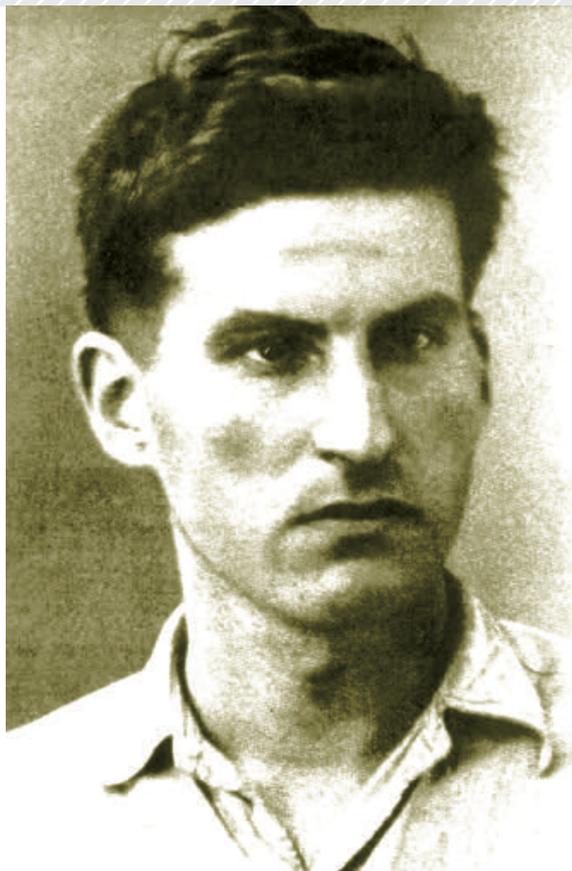
Pouvez-vous nous parler du projet pédagogique proposé aux enseignants ?

En accompagnement de la sortie du film, un vaste appel à contribution a été lancé dans le Nord de la France auprès des professeurs d'histoire-géographie et de français. Il s'agit dans un premier temps de donner accès aux élèves aux nombreux témoignages recueillis en amont du film. Ils constituent un matériau d'une grande richesse, une mémoire vivante de l'exode à partir de laquelle les enseignants peuvent construire un projet fédérateur. Chaque classe pourra participer, en déposant sur un site dédié le témoignage d'une personne issue de l'entourage familial d'un élève. L'objectif est d'interpeller la jeune génération sur l'importance du devoir de mémoire et sur les enjeux de la transmission, et de susciter un travail collectif et pluridisciplinaire à réaliser en classe. Initié par Parenthèse Cinéma, ce projet a été conçu avec l'aide d'une professeure d'histoire-géographie et d'histoire des arts, qui a rédigé un support pédagogique très complet avec de multiples propositions d'activités autour du film et de la thématique de l'exode, en lien avec les programmes scolaires. Un guide du professeur, accessible en ligne, précise les modalités pratiques.

[HTTP://ENMAIFAISCEQUILTEPLAIT.ORG/](http://enmaifaiscequiltelaiteplait.org/)

La rédaction





→
Philippe Viannay.
© SHD

→
Jean-Max MAYER
Secrétaire général
de l'association
des Anciens du CFJ

POUR EN SAVOIR PLUS

Mémoires de Philippe Viannay, *Du bon usage de la France*, Éditions Ramsay 1988.

Erratum

Contrairement à ce qui est mentionné dans le n°251 des Chemins de la mémoire, l'auteur de l'article consacré à la Croix de guerre est Jean-François Dubos et non Jean Lopez. Nous les prions de bien vouloir accepter nos excuses.

«Former un journaliste ? En quinze leçons sans doute ?» Ces questions ironiques posées par Jérôme Gauthier dans *Le Canard enchaîné* daté du 6 août 1958 témoignent du scepticisme qui prévalait encore dans la presse française douze ans après la création du Centre de formation des journalistes (CFJ). La formule péremptoire : «Le journalisme ne s'apprend pas», nuancée dans le meilleur des cas en celle-ci : «Le journalisme s'apprend sur le tas», courait encore dans les salles de rédaction. Ce scepticisme, Philippe Viannay l'avait balayé au lendemain de la Libération en 1944. Fondateur et animateur du mouvement de résistance «Défense de la France» dès 1941, il était bien placé pour savoir le rôle essentiel de la presse dans une démocratie. Avec son réseau, il avait publié dans la clandestinité un journal éponyme qui fut imprimé et diffusé jusqu'à 450 000 exemplaires. Il n'allait pas tarder à tirer les enseignements de cette période noire de l'histoire de France : «Nous avons pu mesurer durant les années de guerre (...) l'importance de l'indépendance d'esprit et de la culture pour ceux dont le métier est d'informer. Nous avons assisté aussi à l'effondrement moral de beaucoup de journalistes passés au service de la collaboration».

C'est donc sur les valeurs de la Résistance que fut bâti le CFJ. Et sur les fondations du Centre de formation internationale (CFI), une université d'un nouveau style à vocation européenne, voire planétaire, initiée et animée par Viannay. «J'étais persuadé que le progrès humain dépendrait plus que jamais de l'existence d'élites reliées entre elles et que donc les rechercher et les former (...) était une fonction fondamentale. [...] Ces quelques milliers de jeunes «volontaires de la liberté» constituaient un capital irremplaçable, la fleur de toute une génération».

Au sein du CFI s'était constitué un groupe de journalistes dont l'animateur était Jacques Richet, compagnon de Viannay à Défense de la France. «Très jeune (il avait 23 ans), il avait un grand ascendant sur ses camarades, souvent plus âgés que

VIANNAY FONDATEUR DU CFJ

Engagé dans la Résistance au sein de Défense de la France, c'est animé par le même esprit que Philippe Viannay, journaliste visionnaire, fonde en 1946, avec Jacques Richet, le Centre de formation des journalistes, convaincu que l'information est un métier avec ses règles et ses exigences.

lui, et savait obtenir d'étonnants concours». Il comprit très vite que la création d'une école de journalisme n'était possible qu'avec le concours des organisations patronales et syndicales de la presse. Une première réunion d'information au printemps 1946 rassembla un parterre de responsables issus de la Résistance. Deux d'entre eux notamment furent séduits par le projet et contribuèrent efficacement à le mettre en œuvre : Léon Rollin, directeur de *Libération*, et Raymond Manevy, ancien rédacteur en chef de *Paris-Soir*.

Les organisations professionnelles ayant donné leur aval, le Centre de formation des journalistes était fondé le 11 juillet 1946 avec le statut d'association à but non lucratif. Le 20 juillet, un premier Conseil d'administration se réunissait sous la présidence de Léon Rollin. Philippe Viannay, représentant le CFI, et Pierre Descaves, représentant le Syndicat des journalistes FO, furent nommés vice-présidents, Jacques Richet secrétaire général. Les premiers statuts de l'école furent déposés le 31 juillet. Le CFJ s'installa dans un premier temps au 13 rue d'Aguesseau (8^e arr.), siège du CFI. Les premiers cours du soir débutèrent à l'automne avec un premier groupe d'étudiants (promotion 1946-1949), certains de retour des camps de concentration (Raymonde Boix, Zette Gomès, Bella Wulf, Jean-Luc Bellanger, Armand Gatti), certains issus de la Résistance (Claire Richet, Charles Blanchard, François Gomès, Patrick Hersant, Max Rolland).

Inspirateur, initiateur, fondateur du CFJ, Philippe Viannay restera l'âme et le pilier de l'école pendant près de quarante ans, en s'appuyant d'abord sur Jacques Richet, secrétaire général jusqu'à son décès accidentel en 1953, puis sur Claire Richet qui succéda à son mari jusqu'en 1985. Soixante-dix ans après sa création, le CFJ a formé plus de 2 500 professionnels qui restent les meilleurs ambassadeurs de l'école.

AU SERVICE DE LA MÉMOIRE



Philippe DI MEGLIO

LE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE (SID) CÉLÈBRE SES DIX ANS D'EXISTENCE. AU SEIN DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION, IL SOUTIEN LES INFRASTRUCTURES DES ARMÉES, DIRECTIONS ET SERVICES ET L'ENSEMBLE IMMOBILIER DE LA DÉFENSE. À CE TITRE, LE SID INTERVIEN DANS LA RÉNOVATION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE MÉMORIEL.

Ouvrages maritimes, pistes d'aviation, installations nucléaires, ateliers de maintenance, postes de commandement... Depuis dix ans, le SID réalise et entretient les infrastructures militaires. L'opérationnel est son cœur de métier et sa raison d'être. Toutefois, la diversité des opérations conduites par le SID l'incite à orienter son action au profit de missions plus originales comme c'est le cas pour les hauts lieux de la mémoire nationale, les nécropoles nationales ou les musées du ministère. La rénovation et la valorisation de ce patrimoine mémoriel, placé sous la responsabilité de la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), sont alors mises en œuvre par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG). À leurs côtés, le SID intervient sur le terrain au profit de plusieurs chantiers majeurs.

Ainsi, en tant que conducteur d'opération, le SID conduit actuellement la rénovation extérieure du mémorial du Mont-Faron, à Toulon, consacré au débarquement du 15 août 1944 et à la libération de la Provence. Sa remise en état voulue par le président de la République, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Libération, a nécessité dix-huit mois de travaux. Au début de l'année 2017, le SID livrera un écrin restauré pour accueillir la nouvelle muséographie du mémorial. Les nécropoles nationales ont également bénéficié d'opérations de restauration complète conduites par le SID. Dans le cadre du plan de relance économique de 2009, huit d'entre elles ont été restaurées en Picardie, dans la Marne et la Meuse.

Spécialiste des techniques de l'infrastructure, le SID apporte aussi son expertise au profit du mémorial des guerres en Indochine à Fréjus. Sa structure en béton souffrant d'altérations, les experts conduisent les diagnostics et l'analyse chimique du sol

pour trouver des solutions de réparation. Gestionnaire du patrimoine immobilier de la défense, le SID est, enfin, associé au projet d'extension de l'emprise du mémorial national de la prison de Montluc à Lyon, destiné à rendre hommage aux victimes des politiques de répression et de persécution allemandes sous l'Occupation.



Mémorial du Mont-Faron.
© Ecpad / Evrard Taquet

Assistant à maîtrise d'ouvrage, le SID travaille également au profit des musées nationaux du ministère. Pour le musée de l'Armée à Paris, il a participé à la réhabilitation des ailes Orient et Occident et à la création de l'Historial Charles de Gaulle. À Brest, il a rénové les salles d'exposition du musée national de la Marine, patrimoine unique témoignant de la grande aventure navale de l'Arsenal de Brest et de la Marine française.

Maître d'ouvrage délégué, le SID est impliqué, depuis trois ans, dans le projet d'édification à Paris d'un monument en hommage aux soldats morts en opéra-

tions extérieures. Sur ce grand projet, il contribue au devoir de mémoire envers les combattants de «la nouvelle génération du feu» tombés sur les théâtres des derniers conflits contemporains. Et même si son cœur de métier porte le SID davantage vers les actions déterminantes au profit des infrastructures nécessaires à la vie, à l'entraînement et à l'engagement des forces, son implication à relever d'autres défis est tout aussi importante. ■



EXPOSITIONS



L'ÉPOPÉE DE LA GRANDE PÊCHE

Pour raconter l'histoire de la pêche lointaine à la morue, dans les eaux de Terre-Neuve, du Labrador, de l'Islande et du Groenland, le musée de la Marine propose au visiteur, grâce à une scénographie inventive, une immersion complète dans l'incroyable aventure, à la fois technique, économique et humaine, que fut cette pêche quasi miraculeuse pendant près de cinq siècles. L'histoire de milliers de marins partis durant six mois chaque année dans des conditions périlleuses inspira de nombreux artistes, écrivains, illustrateurs, cinéastes dont on retrouve les œuvres au cours d'un parcours historique, social et scientifique instructif. Un dernier chapitre, en prise avec l'actualité contemporaine, aborde les problématiques de la surpêche et de la gestion des ressources maritimes. Une programmation culturelle accompagne l'exposition.

Dans les mailles du filet, jusqu'au 26 juin 2016, musée national de la Marine, palais de Chaillot, Paris 16°, Tél. 01 53 65 69 69 www.musee-marine.fr

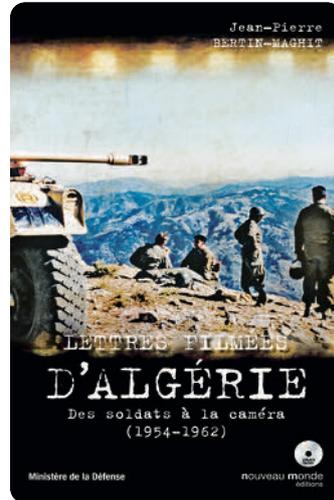


1914-1919 MARINS AU COMBAT !

Le rôle joué par les marines de guerre, de commerce et de pêche au cours de la Première Guerre mondiale reste, aujourd'hui encore, méconnu. Si les batailles navales ont été moins nombreuses que les grandes offensives terrestres, leur rôle dans le conflit est loin d'être négligeable. La maîtrise des mers fut un enjeu crucial pour la France et l'Angleterre, notamment lors de l'expédition des Dardanelles qui mobilisa, en 1915, plus de 500 000 hommes. Illustrée d'une longue frise chronologique, l'exposition, pédagogique, restitue les espaces géographiques et stratégiques autour de la Méditerranée. Journaux, manuscrits, maquettes, photographies... permettent d'appréhender le quotidien des marins au combat. L'occasion est ainsi donnée de rendre hommage à leur courage.

La Grande Guerre en Méditerranée 1914-1919, jusqu'au 8 mai, musée national de la Marine, place Monsenergue à Toulon. Tél. 04 22 42 02 01 www.musee-marine.fr

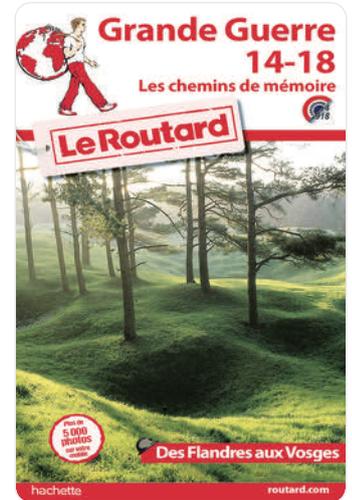
OUVRAGES



LETTRES FILMÉES D'ALGÉRIE

Pendant la guerre d'Algérie, des appelés du contingent se sont transformés en cinéastes amateurs : ils ont pris leur caméra comme d'autres leur appareil photographique. L'auteur a rencontré 38 d'entre eux et les a mis face à leurs propres images - au total 72 films. Par ce dispositif, il met en regard mémoire des soldats et mémoire des images. Comment chacun prend place dans la guerre d'Algérie et comment leurs histoires font-elles effraction dans l'Histoire ? Comment ces hommes restituent-ils aujourd'hui leur expérience de la guerre ? Autant de questions auxquelles ce livre tente de répondre. L'ouvrage est accompagné d'un DVD de deux heures d'archives inédites.

Lettres filmées d'Algérie. Des soldats à la caméra 1954-1962, Jean-Pierre Bertin-Maghit, Nouveau Monde / Ministère de la Défense, 2015, 368 pages, 35 €.

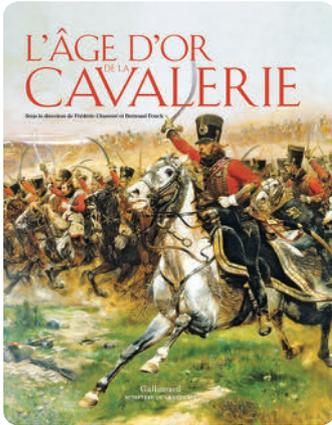


GUIDE 14-18

À l'approche du centenaire des batailles de Verdun et de la Somme et pour accompagner les grandes commémorations de 2016, le Routard et la Mission du centenaire proposent une édition spéciale afin de partir à la découverte de la ligne de front des Flandres aux Vosges, des sites et monuments qui témoignent encore de la Première Guerre mondiale. Ce guide présente cinq itinéraires pour comprendre les événements majeurs de ce conflit, des conseils et des anecdotes inédites pour visiter les lieux les plus emblématiques. Il est accompagné d'une chronologie des événements, d'une sélection d'adresses et d'un plan détaillé pour se repérer sur le territoire. Une appli à télécharger permet de retrouver les adresses géolocalisées et de découvrir plus de 5 000 photos.

Grande Guerre 14-18. Les chemins de mémoire : des Flandres aux Vosges, Hachette tourisme, Le Routard, 2015, 208 pages, 14,95 €.

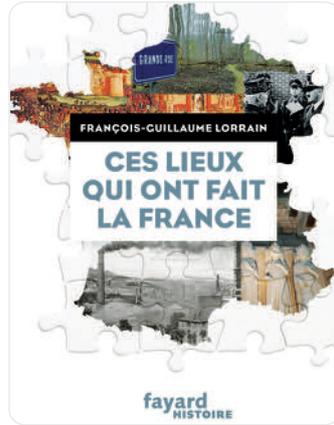




L'ÂGE D'OR DE LA CAVALERIE

Du Moyen Âge au XX^e siècle, d'Azincourt à Reichshoffen en passant par Marignan, Rocroi ou Eylau, du crépuscule de la chevalerie au début de la Grande Guerre, l'histoire de la cavalerie française a le souffle de l'épopée. Lanciers, cuirassiers ou hussards font figure d'archétypes du guerrier tandis que l'imaginaire de la charge héroïque nourrit le mythe de la cavalerie. Au-delà de son organisation et de ses modes d'action, cette dernière se révèle un passionnant objet d'histoire totale, que le riche patrimoine archivistique et muséographique du ministère de la Défense permet de saisir dans toute sa complexité.

L'Âge d'or de la cavalerie, dir. Frédéric Chauviré et Bertrand Fonck, coédition Gallimard / Ministère de la Défense, 2015, 284 pages, 49 €.



DES LIEUX CHARGÉS D'HISTOIRE

Pour François-Guillaume Lorrain «le sentiment de l'histoire passe par la géographie» ; il en a acquis la conviction lors d'un voyage à Verdun et dans les villages disparus alentour. Depuis, il a sillonné la France et visité ces lieux où «l'histoire est passée», de Domremy à Ligugé, de Quierzy à Marignan, de Varennes à Montoire, du camp napoléonien de Boulogne à Rethondes... Ces endroits qui peuplent notre imaginaire, que sont-ils devenus ? À quoi ressemblent-ils aujourd'hui ? Pour rendre palpable la mémoire de ces lieux, pour rendre intelligible leur histoire, l'auteur a enquêté sur le terrain, rencontré les gens du cru et en a rapporté de multiples anecdotes, des détails insolites, inédits qui ont nourri ce voyage dans l'espace et dans le temps.

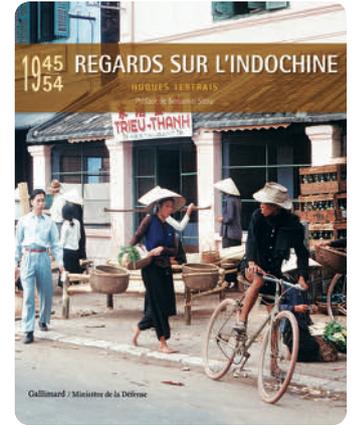
Ces lieux qui ont fait la France, François-Guillaume Lorrain, Fayard, 2015, 330 pages, 20 €.



ENCYCLOPÉDIE 1939-1945

Œuvre d'une équipe internationale de 164 historiens, cette encyclopédie rassemble et confronte les connaissances les plus complètes à ce jour sur un des affrontements les plus meurtriers du XX^e siècle. Les auteurs s'intéressent d'abord aux acteurs ou victimes de cette guerre totale mais aussi aux dirigeants politiques et chefs militaires qui ont pensé, planifié et conduit ce conflit, comme aux protagonistes qui ont agi dans l'ombre. L'ouvrage apporte des éclairages précis sur les aspects idéologiques, stratégiques, économiques, sociaux et culturels d'une conflagration qui a bouleversé les structures et les consciences afin de mieux comprendre les étapes et les enjeux de cette guerre, comme d'en éprouver toute la complexité.

Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale, dir. Jean-François Muracciole et Guillaume Piketty, coédition Robert Laffont / Ministère de la Défense, 2015, 1 474 pages, 34 €.



REGARDS SUR L'INDOCHINE

Entre 1945 et 1954, le Service cinématographique des armées (SCA) puis le Service presse information (SPI) couvrent l'interminable guerre d'Indochine. Leurs opérateurs, dont Pierre Schoendoerffer et Raoul Coutard, saisissent le conflit, dans des conditions souvent extrêmes. Si leurs reportages servent bien sûr la propagande de l'armée française, le regard qu'ils portent sur les régions qu'ils découvrent est plus personnel. Leur objectif s'attarde sur les rizières et les travaux des champs, les pêcheurs, les minorités, les ruines d'Angkor ou de Hué, la vie coloniale à Saïgon... Présentés et commentés par Hugues Tertrais, leurs clichés sont un témoignage fort et rare sur l'Indochine française au moment où l'Histoire bascule.

Regards sur l'Indochine, 1945/54, Hugues Tertrais, préface de Benjamin Stora, Gallimard, 2015, 156 pages, 29 €.



«INSIGNE, UN SIGNE D'APPARTENANCE»

En organisant une exposition consacrée aux insignes de la Légion étrangère de 1920 à nos jours, le musée d'Aubagne offre au public l'occasion de découvrir ou de redécouvrir la richesse symbolique des insignes de la Légion étrangère. À travers ces derniers, on comprend que l'insigne militaire, au-delà de son intérêt esthétique, est riche en renseignements sur l'histoire d'un régiment ou d'une compagnie. Le parcours de l'exposition, à la fois ludique et pédagogique, vient éclairer le sens caché de ces objets, symboles d'appartenance et d'identité pour les légionnaires, et reflets de l'histoire de la Légion. À cette occasion, les visiteurs sont invités à suivre leur processus de création, du dessin originel jusqu'à leur fabrication. En complément, deux expositions photographiques inédites apportent un autre éclairage sur la Légion. La série d'images, intitulée «Un monde de fracture», d'Edouard Elias, journaliste grand-reporter, rappelle l'engagement des légionnaires en Centrafrique. Quant à «Couvre-chefs», œuvre des artistes Alain Le Borgne et Bernadette Genée, elle dévoile une part d'intimité des légionnaires : l'intérieur de leur képi qu'il est d'usage de personnaliser...

Jusqu'au 20 mars 2016, musée de la Légion étrangère, Aubagne (13). Tél. : 04 42 18 12 41
www.samle.legion-etrangere.com

**DU 9 SEPTEMBRE 2015
AU 8 MAI 2016**



LA GRANDE GUERRE EN MÉDITERRANÉE

1914-1919
MARINS AU COMBAT !



**MUSÉE DE LA MARINE
TOULON | PLACE MONSIEUR**

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE



CI-DESSUS

Livreur de journaux apportant l'édition du *Front national* à Recloses, automne 1944.

© Albert Harlingue / Roger-Viollet

EN COUVERTURE

Façade de l'immeuble du journal *Combat*, Paris, 1944.

© DR

CAHIER DÉTACHABLE - LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE #252 - NOVEMBRE 2015 / FÉVRIER 2016 - © SGA.COM



AOÛT 1944 LA LIBERTÉ SOUS PRESSE



Alors que les combats de la libération ont encore lieu dans la capitale, la presse résistante, contrainte depuis quatre ans à la clandestinité, sort enfin de l'ombre. À Paris, dès le 18 août 1944, les résistants prennent d'assaut les sièges des journaux collaborationnistes : *Paris-Soir*, *Le Petit-Parisien* et *Le Matin*. Les nouveaux quotidiens sont pour la plupart issus de la presse clandestine de la Résistance comme *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Combat*, *Libération*, *Front national*... et interdits pour ceux créés antérieurement comme *L'Humanité* et *Le Populaire*, auxquels s'ajoutent de nouveaux titres comme *Le Parisien libéré* ou plus tard *Le Monde*, en décembre 1944. ■

A O Û T
1944
 L A
LIBERTÉ
 S O U S
PRESSE

Dépêche de l'AFP et une des premiers quotidiens libres des 22, 23 et 25 août 1944.
 © Coll. Musée général Leclerc / Musée Jean Moulin, Paris Musées

AGENCE FRANÇAISE DE PRESSE

20 AOÛT 1944 - N° I

À TOUTS LES JOURNAUX LIBRES DE PARIS

Grâce à l'action des Forces Françaises de l'Intérieur, les premiers journaux libres vont paraître, à la veille de l'entrée des troupes alliées, dans Paris presque entièrement libéré.

L'Agence Française de Presse leur adresse aujourd'hui son premier service.

L'Agence Française de Presse poursuit ainsi l'action qu'a menée, jusqu'à maintenant, dans la Résistance, l'A.I.D. clandestine.

Au moment où des combats se livrent encore dans la ville, et où tombent de nouveaux combattants de la Liberté, nous saluons tous nos camarades de la presse, disparus, emprisonnés et déportés et notamment nos 21 collaborateurs tombés dans les mains de la Gestapo.

Au service de tous les journaux libres, l'Agence Française de Presse, assurera, avec l'objectivité stricte qui est le devoir d'un organisme d'information, la diffusion de nouvelles scrupuleusement contrôlées, et recoupées, qui, en attendant l'installation d'une censure militaire, ne doivent en rien gêner la marche des opérations sur les différents fronts.

Avant même la libération de la capitale, le 20 août au matin, des journalistes résistants prennent le contrôle de l'immeuble de l'Office français d'information créé par Vichy dans les bureaux de l'agence Havas, place de la Bourse. En fin de matinée, une première dépêche de 220 mots est envoyée «à tous les journaux libres de Paris». L'Agence France Presse (AFP) est née. Et le 22 août, les premiers quotidiens libres paraissent au grand jour. Cette reconquête (dont le cadre juridique est défini par cinq ordonnances garantissant la liberté d'expression et le pluralisme de la presse) participe d'un vaste mouvement de renaissance de la presse libre en France qui rompt avec le journalisme corrompu et servile du passé et entraîne une floraison de titres. Le paysage médiatique en est alors profondément bouleversé. ■